ATHMANE TARTAG REMPLACE TOUFIK EN TANT QUE DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

La fin d'une époque

Abdelaziz Bouteflika aura fini par mettre fin aux fonctions du patron du Département du renseignement et de la sécurité, le général de corps d'armée, Mohamed Mediene, dit Toufik, qu'il remplace par le général-major Athmane Tartag, dit Bachir, jusque-là conseiller aux affaires de défense et de la sécurité à la présidence. Un communiqué de la présidence a même été rendu public pour annoncer ce changement, hier en début d'après-midi, une première s'agissant des services de renseignement dont ce genre de changements se faisait toujours par décrets non publiables.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Conformément aux dispositions des articles 77 (alinéas 1 et 8) et 78 (alinéa 2) de la Constitution, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République, ministre de la Défense nationale, a mis fin ce jour aux fonctions du chef du Département du renseignement et de la sécurité, exercées par le général de corps d'armée, Mohamed Mediene, admis à la retraite.» Voilà ce qu'on lit dans la première partie du communiqué. S'ensuivra un deuxième paragraphe où est annoncé le remplaçant de Toufik.

Le président de la République a nommé M. Athmane Tartag chef du Département du renseignement et de la sécurité, ajoute la même source. M. Athmane Tartag, général-major à la retraite, était jusqu'à ce jour conseiller auprès du président de la République.

Auparavant, il avait assumé plusieurs hautes responsabilités au sein des services de renseignement et de sécurité. De tout les hauts responsables, et même ceux de rangs subalternes, civils ou militaires, le général Toufik était, jusqu'au 13 septembre 2015, celui qui a survécu au très long règne de Abdelaziz Bouteflika.

Nommé le 3 septembre 1990, sous Chadli Bendjedid, à la tête des services en remplacement du général Mohamed Betchine, Mohamed Mediene aura dirigé, pendant 25 ans, le département le plus sensible, le plus puissant du pays et auquel il aura réussi à donner une dimension digne des grands services dans le monde.

Sous sa conduite, le DRS s'est considérablement professionnalisé, ce qui lui avait permis de faire face à des situations de crise qui auraient pu raser de la carte n'importe quel autre pays de la taille de l'Algérie.

L'on peut citer l'interruption du processus électoral, l'avènement du HCE après l'assassinat de feu Mohamed Boudiaf, les transitions difficiles tout au long de la décennie 1990 et, surtout, le terrorisme auquel il brisera les reins grâce à une lutte implacable et à une expertise en la matière que très peu de services dans le monde possèdent.

Le patron sortant des services, très peu connu du grand public, se distingue par une atypique attitude faite d'une discrétion qui confine à l'absolu et une austérité jamais prise en faute. Nul, y compris parmi ses plus farouches adversaires, n'a jamais remis en cause une intégrité personnelle ainsi que de ses proches.

Ce qui lui a d'ailleurs permis d'ouvrir un autre front, une autre guerre tout aussi féroce et vitale pour le pays : celle contre la corruption.

Le service des affaires juridiques mis en place par le DRS avait ainsi réussi des coups d'éclat dont les plus retentissants restent, sans conteste, les affaires Sonatrach I et II et leur pendant, l'affaire Chakib Khelil. C'est, d'ailleurs, cette affaire Sonatrach-Chakib Khelil qui serait à l'origine de la première brouille et de la dégradation des rapports entre le général Toufik et Bouteflika.

Des rapports qui deviendront carrément exécrables après le retour de Bouteflika de son hospitalisation parisienne à la suite de son AVC du 27 avril 2013.

A son retour, le 16 juillet 2013 au pays, Bouteflika dévoilera son intention de postuler pour un quatrième mandat. Seul Toufik s'y opposera ou, du moins, y a émis des réserves. Il n'en fallait pas plus pour déclencher les représailles du clan présidentiel.

Ce sera, d'abord, sous la forme insidieuse d'attaques médiatiques, et dans l'objectif de «démystifier» le patron des services. Une mission dont sera chargé le chef du FLN, Ammar Saâdani. Et à peine la campagne de Saâdani entamée, Bouteflika l'accompagne de «mesures de restructuration du DRS» .

Progressivement, toutes les directions névralgiques du DRS passent sous la tutelle de l'état-major de l'ANP. A commencer par celle, redoutable, qui avait mené les enquêtes sur la corruption.

Ce processus ne s'arrêtera pas toutefois même après avoir imposé et obtenu le quatrième mandat, dans les conditions que l'on connaît. Dans tous les milieux initiés, l'on s'attendait à cette fin, notamment depuis le déclenchement d'une opération de mise à la retraite de tous les proches collaborateurs du général Toufik mais, surtout, avec «l'affaire du général Hassan».

Qui est Athmane Tartag ?

Désormais, le DRS, longtemps identifié au général Toufik, a un nouveau patron, le général-major à la retraite, Athmane dit Bachir Tartag, et dont la dernière fonction en date, est celle de conseiller à la présidence ; autrement dit, une fonction civile, ce qui est inédit au sein de l'institution militaire.

Cela signifie-t-il qu'ultérieurement, le service de renseignement sera directement rattaché à la présidence ? Auquel cas, avec quelles missions et quels instruments, sachant que les directions les plus importantes du DRS sont toutes passées, ces deux dernières années, sous la tutelle de l'état-major ? Quoi qu'il en soit, le successeur du général Toufik est un authentique enfant «de la boîte».

Natif d'El-Eulma à Sétif, Athmane Tartag a fait toute sa carrière au sein des services, où il avait fini avec le grade de général-major, patron de la Direction de la sécurité intérieure, avant d'être admis à la retraite. Auparavant, et après des études à Constantine, il entama sa carrière militaire dans le Constantinois, avec comme premier poste de responsabilité, la direction du centre militaire d'investigation à Oum-El-Bouaghi. Cela, avant d'être désigné comme chef des services de la 5e Région.

Au début des années 1990, il sera nommé comme responsable du CPMI (Centre principal militaire d'investigation). A ce titre, il aura la lourde responsabilité de conduire la lutte contre le terrorisme.

Une mission qu'il accomplira avec un remarquable succès en écrasant, notamment, les redoutables groupes terroristes du GIA et du Fida. Paradoxalement, pourtant, ce brillant officier aura à vivre une traversée du désert au début des années 2000 avec les début du règne de Abdelaziz Bouteflika.

Il rebondira quelque temps après sa nomination à la tête du Centre africain de l'observation du terrorisme, puis carrément à la tête de la Direction de la sécurité intérieure, à savoir, de facto, numéro 3 dans la hiérarchie, après le patron et le DSCA.

Pas pour longtemps puisque, encore une fois, il sera écarté et mis à la retraite pour ne refaire surface qu'en 2014, dans la foulée de la préparation du quatrième mandat.

Contre toute attente, Bouteflika l'avait nommé, en mars 2014, conseiller à la présidence.

K. A.

Vaste mouvement chez la police

De source sûre, nous apprenons qu'un vaste mouvement sera opéré, prochainement, dans le corps de la police, tant au niveau central que national.

Ce mouvement, similaire à celui qui avait touché la Gendarmerie nationale l'été dernier, ne concernera pas, toutefois, le patron de la police, le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani El-Hamel.

K. A.

RÉACTIONS DES PARTIS... RÉACTIONS DES PARTIS... RÉACTIONS DES PARTIS...

ATMANE MAZOUZ, CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD :

«Dans l'ordre des choses»

«L'annonce de la mise à la retraite du général Toufik est dans l'ordre des choses. A travers les dernières mesures prises en sous-main ou bruyamment au sommet de l'Etat, il était prévisible que ça allait intervenir incessamment. Le RCD a longtemps revendiqué la mise à la retraite d'un personnel vieillissant qui a anesthésié la vie politique du pays et contrarié les espoirs d'alternance démocratique.

Ce changement n'a rien d'une opération de démantèlement du DRS. Il s'agit, ni plus ni moins que d'un transfert de prérogatives du DRS pour la survie du régime et le contrôle de la rente. S'accaparer de l'hégémonie d'une officine occulte qui a longtemps mis le pays sous sa botte est une démarche visant à prolonger la confiscation mafieuse de l'Etat.

Au RCD, notre position demeure inchangée : qu'elle s'appelle sécurité militaire ou DRS, la police politique doit disparaître du paysage national. Tout le monde sait que l'interventionnisme tentaculaire du DRS neutralise et dégrade tout combat politique juste et noble en Algérie. Cette police politique, véritable levier du détournement de la volonté populaire, qui, pour rappel, a même profité à l'actuel chef de l'Etat dans ses manœuvres et ses œuvres de putschs électoraux, a longtemps asservi la Nation et ruiné les espoirs de démocratie dans le pays.Pour les Algériens, la construction démocratique passe par la disqualification de l'actuel régime et que l'accaparement des prérogatives de la police politique par un groupe ou un autre ne peut constituer une alternative dans la quête de justice et de démocratie par le peuple algérien. Pour nous, il est urgent et impératif que le politique et la société soient libérés de la police politique et du pouvoir tribal. Ces luttes séditieuses au sommet mettant en avant la structure du DRS, longtemps véritable armature clandestine du régime, et la volonté de colonisation mafieuse de l'Etat doivent aboutir à la libération des Algériens par l'amorce d'une réelle construction républicaine de l'Etat.»

SOUFIANE DJILLALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«Des changements d'ordre politique sont attendus»

«Apparemment, ceci rentre dans le sillage de changements profonds dans l'institution militaire. Le changement de postes importants au sein du DRS, de l'armée et de la Gendarmerie nationale, et maintenant du chef du DRS lui-même, annonce sans aucun doute des changements imminents de l'ordre du politique. S'agit-il d'un deal entre les différents segments du pouvoir ou d'une exacerbation de ces conflits entre les différents centres de décision ? Les semaines et peut-être les jours qui viendront nous le diront».

NOUREDDINE BAHBOUH, PRÉSIDENT DE L'UFDS (UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES) :

«La boucle est bouclée»

«Pour moi, ce n'est pas une surprise car toutes les décisions prises dernièrement étaient attendues depuis longtemps.

Ce limogeage sonne, donc, comme le résultat des attaques frontales que le concerné a subies par des intermédiaires tout comme les décisions ayant concerné ses collaborateurs dans le sillage de la réorganisation de cette institution. Je pense que la boucle est bouclée et qu'elle s'inscrit dans une démarche du pouvoir, celle du 4e mandat. On attend la suite.»

Propos recueillis par M. Kebci